INTERNATIONAL DIPLOMATIE

L’agressivité croissante de l’Iran gagne le sol européen

Après des années de tensions avec les capitales européennes, la République islamique multiplie les opérations clandestines et les menaces sur le continent. Téhéran cherche à dissuader les Européens de soutenir Washington et à leur faire mesurer le coût d’un engagement aux côtés des Etats-Unis.

Par Ghazal Golshiri
Publié aujourd’hui à 17h27 • Lecture 4 min.

Article réservé aux abonnés

Lire dans l’application



Un avion militaire KC-135 de l’armée américaine, sur la base aérienne de Mildenhall (Royaume-Uni), le 10 novembre 2026. Treize avions de l’US Air Force ont été déplacés de cette base britannique à la suite des menaces iraniennes. HANNAH MCKAY/REUTERS

Des réfrigérateurs de supermarchés français victimes d’une cyberattaque attribuée à Téhéran, deux ressortissants iraniens condamnés au Royaume-Uni pour avoir espionné des opposants au profit de la République islamique, des avions militaires américains retirés de bases britanniques après des menaces présumées… Depuis le début du mois d’octobre, plusieurs affaires attestent d’une posture iranienne plus agressive vis-à-vis de l’Europe.

En France, dans la nuit du 11 au 12 octobre, les systèmes de contrôle des installations frigorifiques de quelque 700 supermarchés ont été piratés. Les paramètres de température ont été modifiés à distance, provoquant des pertes de marchandises et des départs de feu. Le 9 novembre, le ministre des affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, a attribué l’opération au corps des

gardiens de la révolution islamique, et annoncé vouloir obtenir des sanctions européennes contre Téhéran. L'Iran rejette ces accusations.

Les pressions iraniennes visent aussi les installations militaires occidentales. Début octobre, les Etats-Unis ont retiré une douzaine de bombardiers B-1 de la base de Fairford (Royaume-Uni), après des renseignements évoquant un possible projet d'attaque iranienne, démenti par Téhéran. En novembre, Washington a également déplacé 13 appareils de celle de Mildenhall (Royaume-Uni), vers des bases en Allemagne, en Espagne, en Ecosse et à celle de la Royal Air Force de Lakenheath (Royaume-Uni). Selon la presse, ces mouvements répondaient à une menace iranienne, sans confirmation officielle américaine. Le 11 novembre, Mohsen Rezaï, membre du Conseil suprême de sécurité nationale iranien, a explicitement menacé les bases américaines en Europe si elles étaient utilisées pour attaquer l'Iran.

Mais la pression de Téhéran ne se limite pas aux infrastructures militaires : elle touche aussi les opposants iraniens installés en Europe. Au Royaume-Uni, deux hommes d'origine iranienne, Mostafa Sepahvand et Farhad Javadi Manesh, ont été reconnus coupables, le 12 novembre, d'activités au profit des services iraniens. Ils avaient surveillé des opposants au régime, notamment des journalistes de la chaîne Iran International, en recueillant des photographies et des informations sur leurs déplacements. Mostafa Sepahvand a également été reconnu coupable de préparatifs en vue de violences graves.

« Depuis les deux vagues de frappes israélo-américaines contre l'Iran [en juin 2025, puis à partir du 28 février]*, la République islamique est devenue plus encline à prendre des risques*, explique Arman Mahmoudian, chercheur au Global and National Security Institute et enseignant à l'université de Floride du Sud. *La fermeture du détroit d'Ormuz* [depuis juillet]*, notamment, lui a donné confiance en démontrant sa capacité à perturber une artère vitale de l'approvisionnement énergétique mondial. »*

Mais cette attitude de plus en plus audacieuse révèle aussi une profonde vulnérabilité. Les frappes israéliennes et américaines, qui ont systématiquement débuté par l'assassinat de hauts responsables iraniens, ont convaincu Téhéran qu'il faisait désormais face à une menace existentielle sans précédent. *« Se sentant acculé, le régime a choisi l'escalade plutôt que la prudence. Son objectif : élargir le coût de la confrontation en étendant les menaces à l'Europe »*, analyse Arman Mahmoudian.

« Avertissement à l'Europe »

Hamidreza Azizi, chercheur spécialiste de l'Iran au sein de l'International Crisis Group, estime que *« les deux guerres ont profondément déplacé les lignes rouges que Téhéran s'imposait jusque-là »*. Les frappes iraniennes contre les bases américaines dans la région depuis le 28 février – fait étonnant pour de nombreux observateurs – en sont une première illustration. Les attaques revendiquées le 15 novembre à Bahreïn en sont une nouvelle : les gardiens de la révolution affirment avoir frappé avec six drones un radar américain à Riffa, en représailles aux *« actions américaines »*. Deux jours plus tôt, ils avaient déjà revendiqué une attaque contre un radar américain à Bahreïn, après un bombardement américain visant une tour de télécommunications à Sirik, dans le sud de l'Iran.

Le 31 octobre, le nouveau Guide suprême de la République islamique, Mojtaba Khamenei, a donné le ton en demandant aux forces armées iraniennes de répondre à toute menace par une riposte *« immédiate et efficace »*, *« sans limitation géographique »*. Celles-ci ne reposent plus uniquement sur les missiles : la République islamique cherche à exploiter ses capacités dans la guerre hybride et la cyberguerre pour atteindre les intérêts de ses adversaires bien au-delà du Moyen-Orient. En France, donc, l'affaire des réfrigérateurs constitue, selon Hamidreza Azizi, *« un avertissement adressé à l'Europe : l'Iran veut montrer qu'il dispose de moyens pour lui porter atteinte, y compris sur la vie quotidienne de sa population, d'autant plus qu'une nouvelle guerre est aujourd'hui probable »*.

Cette évolution iranienne concerne aussi les méthodes du régime. Face à l'infiltration israélienne de ses structures sécuritaires et aux assassinats de responsables, certains courants radicaux critiquent l'affaiblissement des capacités clandestines du pays à l'étranger. Sous la présidence du président réformateur Mohammad Khatami (1997-2005), l'Iran avait progressivement réduit ce type d'opération dans le contexte d'un rapprochement avec l'Occident. *« Selon* [les courants radicaux]*, l'Iran a eu tort d'affaiblir sa propre dissuasion, tandis qu'Israël renforçait la sienne »*, poursuit Hamidreza Azizi.

Lire aussi
Inquiétude des services de renseignement européens sur la persistance de la menace iranienne en Europe

La relation avec l'Europe s'est, elle aussi, profondément dégradée, avec le déclenchement, le 28 août 2025, du mécanisme de *snapback*, la réactivation des sanctions, par la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni, dans le cadre de l'accord nucléaire de 2015, le plan global d'action commun. Les trois pays reprochaient à l'Iran de ne plus respecter ses engagements, notamment en matière d'enrichissement d'uranium et de coopération avec l'Agence internationale de l'énergie atomique. Cette procédure a conduit au rétablissement des sanctions internationales levées dans le cadre de l'accord.

La colère de Téhéran s'est également nourrie des déclarations répétées de Mark Rutte, secrétaire général de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, qui a publiquement détaillé le soutien logistique et militaire apporté par plusieurs pays européens aux opérations américaines contre l'Iran. Le 9 avril, il a affirmé que les alliés européens fournissaient *« pratiquement tout »* ce que Washington leur demandait. Le 4 mai, il a cité nommément le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne, l'Italie et plusieurs autres pays pour leur coopération en matière d'accès aux bases et de soutien logistique. Ces déclarations ont exposé au grand jour une coopération que certains gouvernements auraient préféré maintenir discrète pour ne pas provoquer Téhéran.

L'Iran ne considère plus vraiment l'Europe comme un interlocuteur autonome susceptible de se démarquer de Washington. *« Sa stratégie semble désormais moins consister à détacher les Européens des Etats-Unis qu'à les dissuader de soutenir les opérations américaines et de prendre des mesures contre l'Iran »*, analyse Hamidreza Azizi. De plus, en menaçant les intérêts européens, Téhéran cherche à les pousser à faire pression à leur tour sur Washington. *« Une stratégie déjà appliquée aux pays du Golfe, que l'Iran semble désormais vouloir étendre à l'Europe pour se créer un nouveau levier de négociation avec les Etats-Unis »*, explique Arman Mahmoudian.

Lire aussi
Les pays du Golfe en plein désarroi, à l’aube d’une possible reprise des frappes américaines sur l’Iran

L’objectif pour Téhéran est désormais de limiter, par les menaces et différentes formes d’action, le soutien européen à Washington ainsi que la capacité d’action de l’Europe contre l’Iran. Quant aux sanctions que les Européens pourraient imposer à Téhéran, les dirigeants iraniens estiment qu’elles ne représenteraient pas un coût supplémentaire suffisamment important pour modifier leur calcul stratégique.